

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Band: 19 (1931)

Heft: 358

Artikel: Aux Chambres fédérales : suffrage féminin. - Désarmement. - Peine de mort. - Assurance-vieillesse

Autor: Leuch, A.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-260305>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

doivent être éduqués, selon les données des dernières découvertes de la psychologie et de la science pédagogique. Mais il n'existe pas encore à notre connaissance de traité de psychologie à l'usage des mamans et des papas... et cela pourtant aurait une valeur immense!

Sans répondre absolument à ce que nous souhaitons, voici une liste d'ouvrages bien faits sur la matière, susceptibles de faire réfléchir les parents et de fournir l'occasion à d'abondants échanges de vues entre des mères, qui, en groupes, voudraient bien faire part de leurs propres expériences vécues, de leurs hésitations, de leurs réflexions en matière d'éducation familiale:

Adolphe FERRIÈRE: *L'éducation dans la famille. id. Parents et enfants.* (pour paraître prochainement.)

J.-P. PHILIPPE: *Conseils aux parents.*

Jacques HERBÉ: *Leçons élémentaires de psychologie éducative.*

B. KEYORKIAN: *De l'efficacité de l'exemple ou nécessité d'une science des parents.*

Dorothy CANFIELD-FISHER: *Mères et filles.* (en traduction française.)

Etc.

Nous aimons à signaler encore aux personnes intéressées par cette question les comptes-rendus du IV^{ème} Congrès de la Ligue internationale d'éducation familiale qui eut lieu à Liège en août 1930, et qui traitent abondamment de pédagogie familiale, de la formation des jeunes en tant que futurs parents, et de l'éducation des éducateurs de la famille, posant nettement les problèmes de l'avenir en ce domaine trop négligé.

Enfin, rappelons que la véritable initiatrice en cette voie est notre première pédagogue suisse, la charmante Albertine Necker-de Saussure, qui, il y a juste cent ans, posa le problème dans son admirable *Education progressive*, et fonda du coup la psychologie du petit enfant; pour qui rouvra ce vieil ouvrage, il y a des trouvailles exquises à faire, et l'on finira par conclure que les bébés sont les mêmes à un siècle de distance et que les principes de la vieille calviniste genevoise sont bien près des desiderata des psychologues modernes, comme le prouve la magistrale étude de l'auteur et de son œuvre, que nous donne aujourd'hui le pasteur Causse, de Rouen, sur notre éminente compatriote.

Nous souhaitons voir nos collègues des Sociétés de l'Alliance poursuivre l'étude de l'éducation familiale, et nous nous promettons de leur proposer d'autres aspects de la question ultérieurement, félicitant les groupes qui ont fait faire des conférences sur ce thème ou consacré quelques séances à ce grand problème de la tâche féminine, car toutes ont dû y trouver un réconfort personnel.

MARGUERITE EVARD.

Nationalité de la femme mariée

On se souvient que, sur la proposition d'un de ses membres, le Conseil de la S. d. N. a, lors de sa session de janvier dernier, décidé d'inscrire la question de la nationalité de la femme mariée à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière de 1931, et a chargé le Secrétaire général, non seulement de lui présenter un rapport sur cette importante question, mais encore de consulter à ce sujet les organisations féminines internationales qui s'en

sont le plus spécialement occupées. Le texte de la décision du Conseil portait encore que le Secrétaire général pouvait inviter ces organisations à former un Comité, chargé de formuler des propositions à annexer au rapport qui sera présenté à l'Assemblée.

Le processus ainsi prévu par le Conseil a suivi son cours, et les organisations féminines ont, selon l'invitation du Secrétaire général, constitué leur Comité composé de deux représentantes de chacune d'entre elles. La composition de ce Comité est actuellement la suivante:

Conseil International des Femmes:

M^{me} Maria Vérone, avocate (Paris); M^{lle} van Eeghen (Hollande).

Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes:

Mrs. Corbett Ashby, présidente; M^{me} Bakker-Nort, avocate, députée à la Chambre hollandaise.

Fédération Internationale des Femmes universitaires:

Miss Chr. Macmillan, avocate (Grande-Bretagne); M^{me} Schreiber-Favre, avocate (Genève); Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté:

Miss M. Doty (Etats-Unis); M^{me} Eug. Meller (Hongrie).

Union Mondiale de la Femme:

M^{me} G. d'Arcis (Genève); M^{lle} Nobs (Genève).

Commission Féminine Interaméricaine:

Miss Alice Paul (Etats-Unis); Miss Doris Stevens (id.).

« Equal Rights International »:

Miss Whittemore (Etats-Unis); Miss Evans (Grande-Bretagne).

Congrès des Femmes de toute l'Asie:

Dr. Rosa Welt-Strauss (Palestine); Dr. Muthlakshmi Reddi (Indes).

Peut-être n'est-il pas inutile de bien spécifier, de nombreuses confusions s'étant fréquemment produites à ce sujet, que ce sont ces organisations elles-mêmes qui ont désigné leurs représentantes, et que ce Comité est un Comité en relations avec la S. d. N., et non point un Comité constitué par la S. d. N., car sa composition et son mode de nomination auraient été dans ce cas entièrement différents.

Depuis que les organisations féminines internationales mentionnées ci-dessus ont désigné leurs représentantes, un travail préparatoire indispensable a été accompli par un sous-Comité, qui, au cours d'une réunion tenue à Paris en mai dernier, a élaboré un projet de rapport à remettre à la S. d. N. Ce projet sera définitivement adopté dans la réunion que tiendra ce Comité le 2 juillet, à Genève, et qui nous vaudra aussi la présence en Suisse de plusieurs de nos leaders féministes internationales, et notamment de Mrs. Corbett Ashby. Nous indiquerons naturellement dans un de nos prochains numéros les bases essentielles de ce rapport, tel qu'il sera adopté par le Comité des représentantes des organisations féminines internationales.

M. F.

Aux Chambres fédérales

Suffrage féminin. — Désarmement. — Peine de mort. — Assurance-vieillesse.

Nos législateurs en session d'été ont d'abord rempli leur devoir habituel en discutant le rapport de gestion du Conseil fédéral, puis

ont passé en revue différents travaux législatifs: révision du code des obligations, loi sur la circulation des automobiles, loi sur le repos hebdomadaire des employés, code pénal fédéral et assurance-vieillesse. Quatre points nous paraissent être d'un intérêt spécial pour les femmes, aussi pensons-nous utile de les indiquer ici.

Profitant du rapport de gestion du Département de Justice et Police, M. Gröspierre a demandé où en sont les travaux relatifs à la pétition suffragiste, déposée il y a deux ans maintenant, M. Haerberlin a répondu que son Département surchargé de besogne n'a pu encore aborder cette question qui exige un travail considérable de documentation; que les femmes ne perdent rien à attendre, puisque cela leur permet de mieux préparer l'opinion publique, car c'est le peuple qui décidera et pas le Conseil fédéral. Lui-même serait partisan d'un suffrage restreint pour les femmes, qu'il veut tenir à l'écart de la lutte politique. MM. Schmid (Aarau) et Müller (Bienne) ont répliqué en affirmant que beaucoup de questions politiques sont à la portée de la femme suisse d'aujourd'hui, et que la plupart des arguments contre le suffrage féminin pourraient être invoqués contre les hommes avec la même force, s'ils étaient sérieux. Là s'est arrêté le débat, aucun de nos amis des partis bourgeois n'ayant cru devoir intervenir en notre faveur.

La même indifférence des esprits progressistes a été manifestée à l'occasion du postulat présenté par M. Rochaix. Le député genevois a rappelé que la Suisse qui verra se tenir sur son sol la grande Conférence du désarmement de 1932, pourrait dès aujourd'hui marquer par un geste d'intérêt avec lequel elle salue l'honneur qui lui est fait. Il demande pour cela, non pas une réduction, mais une légère modification militaire: renoncer pour l'année prochaine aux cours de répétition de la Landwehr et aux grandes manœuvres. Ces deux mesures qui ne peuvent en rien affaiblir notre armée réaliseraient néanmoins une économie de 3 millions, que M. Rochaix voudrait voir affecter à la Conférence du désarmement et en majeure partie à l'assurance-vieillesse. Il estime que la portée morale de cette mesure serait grande, et qu'elle constituerait une heureuse introduction à la Conférence de Genève auprès des puissances.

M. le chef du Département militaire, n'ayant représenté des partis bourgeois n'a montré la moindre sympathie ou compréhension pour cette proposition de désarmement à dose homéopathique. Et c'est moins le fait — compréhensible à certains points de vue — de combattre le postulat que la manière de le tourner en ridicule qui nous a donné la vision rapide, mais nette, d'une volonté arrêtée d'opposition aux moindres essais de toucher au statu quo pour un motif d'ordre moral. Le postulat Rochaix a été repoussé à une très forte majorité.

De son côté, le Conseil des Etats a avancé d'une étape l'étude du Code pénal fédéral et a discuté le chapitre des sanctions. On attendait avec une certaine inquiétude sa décision quant à la peine de mort, repoussée par 144 voix contre 38 au Conseil national. Trois possibilités s'offraient à la Chambre Haute: adopter dans le Code suisse la peine

capitale qui existe aujourd'hui dans huit cantons et deux demi-cantons; laisser aux cantons la décision de l'introduire; ou la supprimer complètement. Le président de la Commission, M. Baumann, a demandé l'abolition totale; ni les arguments juridiques, ni l'Evangile, ni le dogme catholique ne sont décisifs soit à l'un, soit à l'autre point de vue. MM. Ochsner (Einsiedeln) et Suter (Schwyz) se sont déclarés partisans convaincus de la peine de mort qui doit, disent-ils, rester la sanction suprême pour les crimes atroces dont notre époque est témoin et dans lesquels on reconnaît l'effet démoralisant de la guerre. M. Haerberlin se refuse nettement à introduire la peine capitale dans le code suisse. C'est, nous dit-il, la sanction où l'erreur judiciaire est irréparable, et qui est trop souvent entachée d'un certain sadisme, éveillant dans l'homme des instincts bestiaux. De même, M. Wettstein (Zürich) constate que les crimes ne sont pas plus fréquents dans les cantons sans peine de mort, et voit une brutalité sans nom dans le fait que l'Etat charge un homme d'exécuter son prochain. Au vote, 22 voix contre 14 ont refusé d'introduire la peine de mort dans le Code pénal suisse. Et voilà une grave question heureusement définitivement réglée, puisqu'il y a accord sur ce point entre les deux Chambres.

En fin de session les deux Chambres ont été appelées à se prononcer définitivement sur le projet d'assurance-vieillesse. Une dernière fois M. Schulthess a affirmé que jamais projet n'a été étudié et mesuré avec plus de soin et que la base financière en est assurée par les revenus de l'impôt sur le tabac et les eaux distillées. Fort de cette garantie, le projet a été adopté par 163 oui contre 14 non, 1 abstention et 19 absences au National, et par 30 oui contre 5 non et 2 abstentions aux Etats.

Mais, malgré ce succès, la loi n'est malheureusement pas arrivée au terme de ses péripéties. Elle doit attendre maintenant que soit écoulé le délai référendaire et déjà deux oppositions sont annoncées. Le parti libéral-démocratique d'une part, le parti communiste de l'autre s'approprient à demander le référendum, qui fera passer la loi en votation populaire. C'est certainement regrettable, mais il faut espérer que les électeurs auront la conscience et l'honneur de ne pas priver la vieillesse de ce à quoi elle a droit et qu'elle attend d'eux.

A. LEUCL.

De-ci, De-là...

Commission scolaire.

A la suite de la nouvelle que nous avons publiée, il y a deux ou trois numéros, concernant la nomination de notre Rédacteur comme membre de la Commission scolaire du canton de Genève, quelques lectrices ont cru que, pour la première fois, une femme siègeait dans cette Commission. Or, celle-ci est au contraire l'une des premières en Suisse qui ait compté des femmes parmi ses membres, ces derniers n'étant pas élus, mais nommés, ou délégués, pour représenter les différentes catégories du corps enseignant, et certaines de ces catégories comprenant, ou uniquement, ou en forte proportion, du personnel féminin (Ecoles

VARIÉTÉ

Le costume national

A l'occasion de la fête des costumes suisses à Genève (27-28 juin 1931)

Nous avons toutes voyagé, et sans aller dans ces pays lointains dont les noms bercent l'imagination comme un conte des Mille et une Nuits, avons vu bien des choses. L'une des plus frappantes, l'une surtout qui nous intéresse très spécialement parce que nous sommes des femmes, ce sont les costumes typiques portés dans les régions visitées. Merveilleuses couleurs des tissus de Tchecoslovaquie, casques d'or des provinces des Pays-Bas, mantilles des Andalouses, coiffes aillées des Bretonnes, ne sont-ce pas des points lumineux dans nos souvenirs? ne font-ils pas partie intégrante de certains paysages? ne sont-ils pas associés à telle fête régionale, fixés à tel carrefour de ville? D'autre part, pourquoi ne pouvons-nous pas nous figurer les femmes de Raguse dans le paysage qui ajoute tant de charme et de douceur à la physiognomie de celles d'Upsal? C'est la chose la plus effarante, la plus inharmonique qui se puisse supposer, car le costume local, porté hors de l'endroit pour lequel il existe ou par des étrangers, n'est plus un costume, c'est un déguisement.

Toute chose est belle en soi, qui est à sa place. Dans son cadre, le costume national est beau. Il s'harmonise aux lignes du paysage, à la lumière du ciel, à la forme de la demeure, aux us et coutumes des gens. Il n'est pas l'apanage d'un sexe ou de la seule jeunesse: il sied à tous les âges, à la silhouette de l'homme et à celle de la femme; il ne passe pas de mode et représente



Cliché Mouvement Féministe

Costumes populaires de Raguse (Dalmatie)
(Les femmes mariées portent la grande coiffe blanche, les jeunes filles le petit bonnet d'étoffe à liserés.)

ainsi le lien entre le passé et le présent; il est la tradition d'un peuple, une partie de son folklore; il confère toujours à la personne qui

¹ Les visites que nous avons eu le privilège de faire dernièrement aux admirables musées ethnographiques des principales villes de Yougoslavie, et principalement à celui de Zagreb, ont

porté, quand elle est de la région, une très grande distinction.

A côté de ces avantages qu'il donne à la silhouette, il crée des avantages moraux. Le fait même de le porter assure la continuité d'une quantité de petites industries locales; l'on tisse encore du ruban, l'on jute encore avec des fuseaux, l'on cisele encore de longues aiguilles pour fixer les coiffes.

L'on peut se demander quelle fut l'origine du costume dit national. Pour répondre à cela, nous possédons dans nos musées, dans nos collections particulières, dans les coffres hérités des grand-mères, des gravures nombreuses qui nous permettent d'en faire une étude exacte. Autrefois, le costume de l'habitant d'une région différait sensiblement de celui de la région voisine. Par contre, l'évolution des dits costumes n'était pas rapide; plusieurs générations qui se succédaient portaient des siècles durant les mêmes formes de vêtements, car la moindre velléité d'en prendre à son aise était arrêtée par les lois somptuaires et par les règlements créés par les jurandes. L'on n'était pas libre de se vêtir à sa guise, autrefois; l'annage d'un drap, la grosseur d'un fil de toile, le métrage et la couleur d'un ruban étaient réglés par des lois strictes, si bien que dans telle région, tout le monde portait la même milaine, la même soie, la même toile, la même chaussure.

les broderies des costumes nationaux féminins constituent une page passionnante d'intérêt par les symboles qu'elles représentent de l'histoire de la vie populaire avec ses légendes et ses superstitions, confirmant en tous points cette remarque de notre collaboratrice. (Red.)